

## *Préférences commerciales Américaines : Le Sénégal tarde à tirer profit de l'Agoa*

Promulguée le 18 mai 2000, l'Agoa offre des avantages aux pays africains désireux de prendre des mesures en vue de libéraliser leur économie et de mettre en place l'économie de marché. Mais des pays non producteurs de pétrole comme le Sénégal tardent à tirer profit des opportunités de cette loi. Le 4e forum de l'Agoa qui se tiendra, du 18 au 20 juillet prochain, à Dakar, sera un cadre d'échanges pour voir comment tirer meilleur profit de l'Agoa.

Le constat est là : le Sénégal n'a pas encore tiré profit des opportunités offertes par la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (Agoa en anglais). "Les pays non producteurs de pétrole n'ont pas encore tiré profit de l'Agoa. Le Sénégal en fait partie. Le gouvernement américain en est conscient. Les contraintes auxquelles notre pays fait face sont liées aux normes phytosanitaires et sanitaires, à l'accès au financement et à la rigueur des administrations douanières américaines", énumère avec amertume le directeur général du Commerce extérieur, Cheikh Sadibou Seck. C'était hier, lors d'un point de presse préparatoire au 4e forum de l'Agoa qui se tiendra du 18 au 20 juillet prochain.

Pourtant à en croire, le colonel des douanes, Amadou Diop, les autorités douanières américaines viennent d'accorder l'agrément aux produits textiles sénégalais faits main. "Les produits textiles ethniques comme l'artisanat d'art vont donc pouvoir pénétrer le marché américain. Et comme les règles d'origine sont d'interprétation strictes, nous sommes obligés de nous y conformer. Au cas contraire, le produit exporté risque d'être rejeté une fois la frontière américaine franchie", avertit l'officier des douanes sénégalaises.

Promulguée le 18 mai 2000, l'Agoa offre des avantages aux pays africains désireux de prendre des mesures en vue de libéraliser leur économie et de mettre en place l'économie de marché. En 2004, le montant des échanges commerciaux entre les Etats-Unis et l'Afrique subsaharienne a atteint 44,4 milliards de dollars, soit une augmentation de 37 % par rapport à l'année précédente, selon les chiffres de la direction de l'Agoa.

Malgré ces progrès, des problèmes font leur apparition, en particulier dans le domaine du textile et de l'habillement, et c'est pourquoi le forum de Dakar sera important. "La rencontre de Dakar sera un cadre d'échanges sur les exportations des pays éligibles à l'Agoa. Des pays comme le Lesotho ont triplé leurs exportations de textiles. Pour le cas du Sénégal, il se pose le problème de la filière textile mais l'Agoa n'est pas seulement le textile. Les produits agricoles, halieutiques et artisanaux sont aussi concernés", cite le coordonnateur national du 4e forum de l'Agoa, Boubacar Bâ.

Selon le président de la Fédération des industries textiles du Sénégal (Fites), par ailleurs président-directeur général des Nsts, il fallait étudier comment tirer profit de cette loi avant sa promulgation en 2000. "Les Américains sont convaincus cependant que le Sénégal peut être un pôle textile important pour les Etats-Unis. D'ailleurs, les experts américains ont confirmé que les jeunes sénégalais sont plus aptes pour la confection que des jeunes d'autres pays éligibles", a souligné Ibrahima Macodou Fall. Le président de la Fites révèle qu'une commande de produits textiles confectionnés a été agréée par le comité technique national. "Cette commande va induire 957 emplois d'ici 2007. Il faut donc être optimistes", rassure M. Fall.

Le prochain forum de coopération commerciale et économique entre les Etats-Unis et l'Afrique subsaharienne du 18 au 20 juillet prochain comprendra des séances de formation et de débat sur les pratiques optimales en vue de montrer à des organismes de la société civile comment ils peuvent contribuer à accroître l'ampleur des effets de la

loi américaine sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique dans les trente-sept pays bénéficiaires. Le forum de Dakar portera sur les trois grandes parties prenantes de l'Agoa : les pouvoirs publics, le secteur privé et la société civile.

Le choix de Dakar, après les deux premiers organisés aux Etats-Unis et le troisième en Ile Maurice n'est pas fortuit, selon l'ambassadeur du Sénégal à Washington. "Si c'était uniquement des performances accomplies dans le cadre de l'Agoa, le Kenya ou le Lesotho abriteraient le forum. Le choix de Dakar n'est donc pas lié à cela. Il se justifie par les relations privilégiées qui existent entre le Sénégal et les Etats-Unis, par les critères de bonne gouvernance et par le fait que notre pays est une démocratie modèle pour les Américains. Il s'y ajoute la capacité d'accueil du Sénégal et sa proximité géographique avec les Etats-Unis", a listé Amadou Lamine Bâ.

Les trente-sept pays éligibles à l'Agoa sont attendus à ce forum. Deux n'ont pas encore confirmé leur déplacement : les Seychelles et Sao Tomé et Príncipe, selon Boubacar Bâ. La délégation américaine qui sera conduite par le secrétaire d'Etat, Condoleezza Rice, est forte de 270 membres.

Johnson MBENGUE

---

## *Agoa : le temps de l'action*

Le Sénégal sera la destination de milliers d'hommes d'affaires américains et africains, de hautes personnalités gouvernementales et de la société civile pour assister au 4e Forum sur les relations économiques et commerciales entre les Etats-Unis et l'Afrique subsaharienne axées essentiellement sur la loi sur la croissance et les opportunités en Afrique (Agoa). L'Agoa est une stratégie initiée par le Congrès américain pour encourager les relations commerciales entre les Etats-Unis et l'Afrique subsaharienne en ouvrant le marché américain à trente-sept pays africains éligibles pour 6 500 produits avec une délivrance de visa pour le textile et la confection aux pays qualifiés, libres des droits de douane et taxes, tout en encourageant la bonne gouvernance et la démocratie.

La loi initiale (Agoa I) qui a vu sa naissance en 1998 sous le magistère du président Bill Clinton a connu sa puberté sous la dénomination d'Agoa II et sa maturité en 2004 avec la signature de l'"Agoa Accelerated Bill of 2004" par le président George W. Bush qui allonge sa durée de vie jusqu'en 2015 et la provision ayant trait à l'utilisation de "tissus de pays tiers" connaît une extension jusqu'en 2007.

L'Agoa a connu un succès immense pour les Etats-Unis et certains pays Africains: en 2004, les exportations vers L'Afrique subsaharienne ont connu un bon de 25 % par rapport à 2003 soit 8.6 milliards de dollars et les importations sous l'Agoa y compris le Système général de préférence (Gsp) ont atteint 26.6 milliards de dollars, soit une augmentation de 88 % par rapport à 2003; les produits non pétroliers de l'Agoa représentent seulement 3.5 milliards de dollars soit un accroissement de 22 % par rapport à 2003. Certains Etats africains comme l'Afrique du Sud, le Kenya, l'Ouganda, le Lesotho qui ont su prendre avantage des possibilités offertes en attirant l'investissement dans le secteur de la confection et du prêt-à-porter et ont pu créer des milliers d'emplois et faire entrer des devises substantielles dans leurs économies.

D'autres pays éligibles comme le Sénégal ont encore le "Cold feet" car ils tardent encore à conquérir le marché américain. La question que se posent certains Sénégalais de la

Diaspora est de se demander pourquoi le Sénégal n'exporte pas aux Etats-Unis alors que le marché lui est grand ouvert.

La réponse n' est pas aussi facile qu'on puisse le penser !

Il est vrai que le Sénégal produit un excellent coton, mais son industrie textile a besoin de prendre de la jeunesse et se redéployer surtout dans des créneaux de masse production avec la qualité requise et être compétitive sur le plan mondial. Voilà, le mot est lâché, la compétitivité ! Aujourd'hui, il est très difficile de faire la compétition avec la Chine qui monopolise le secteur du textile et de la confection et qui se positionne en leader sur le marché américain au point de l'inonder surtout depuis la levée des boucliers sur les contingences et les quotas par L'Organisation mondiale du commerce (Omc) depuis le 1er janvier 2005.

Mais l'Agoa ce n'est pas que le textile ! Les produits agricoles et les produits de l'artisanat et des industries culturelles et du spectacle sont éligibles aussi. Pourquoi devrait-on se focaliser sur le textile alors que le Sénégal et beaucoup d'autres pays africains sont essentiellement des pays agricoles ? D'autant plus que le gouvernement américain a mis à disposition par le biais de l'Usaid un fonds de 181 millions de dollars affecté aux activités de soutien et de facilitation du commerce surtout des produits agricoles en créant trois hubs commerciaux régionaux avec l'aide des experts de l'inspection des produits agricoles, animaux et des plantes pour conformité au standard (Aphis) afin d'assister à l'accroissement de l'exportation vers le marché américain.

Les secteurs de développement déclinés dans la Stratégie de croissance accélérée (Sca) sont contenus dans l'Agoa et le développement de la grappe Agrobusiness doit faire l'objet de priorité pour que d'ici 2015, sur une période de dix ans, le Sénégal puisse exporter d'importantes quantités de fruits et légumes, de fleurs, et toute une gamme de produits agricoles qu'il est en mesure de produire en quantité et en qualité. Le Forum de Dakar sera l'occasion de mesurer et d'évaluer les acquis, les gains, les succès et les difficultés des deux côtés de l'Atlantique mais aussi le temps du face-à-face entre les hommes d'affaires américains et africains pour mettre en place des stratégies, des joint-ventures qui contribueront au développement du commerce entre les Etats-Unis et l'Afrique. L'Agoa est un fruit mûri dans le jardin américain. Il est temps d'aller le cueillir. Le temps de l'action c' est maintenant !

Abdoulaye AGNE Consultant commercial & maritime Washington Dc

---

### *Ibrahima Macodou FALL (Président de la fédération des Industries Textiles du Sénégal)*

"Le forum de l'Agoa est important pour l'industrie textile sénégalaise"  
A deux jours du forum de coopération commerciale et économique entre les Etats-Unis et l'Afrique subsaharienne ou forum de l'Agoa, les opérateurs des industries textiles sénégalaises veulent saisir l'opportunité qu'offre cette rencontre de Dakar à laquelle près de mille participants sont attendus, pour mieux étudier les voies et moyens de tirer meilleur profit de l'Agoa. Selon Ibrahima Macodou Fall, président de la Fédération des industries textiles du Sénégal (Fites), les Africains attendent de ce forum des résultats positifs.

Wal Fadjri : Quelles sont les attentes des filateurs sénégalais du 4e forum international de l'Agoa qui se tiendra du 18 au 20 juillet prochain ?

Ibrahima Macodou Fall : Je me réjouis d'abord du choix porté sur notre pays après les Etats-Unis et l'Ile Maurice. Le forum est un événement important pour notre pays, pour nous, industriels du textile. Ce forum institué par la loi américain sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (Agoa en anglais) offre un cadre de concertation aux différents acteurs qui sont impliqués dans le processus Agoa. Le forum est un moment pour faire le point, un moment de réflexion pour définir les perspectives de la loi pour que les Africains puissent en profiter. Nous en attendons donc des résultats positifs pour que nos pays qui sont éligibles à cette loi (au nombre de 37), puissent réellement en profiter.

Wal Fadjri : Depuis la promulgation de l'Agoa en 2000, seuls des pays comme l'Afrique du Sud, le Kenya, le Lesotho ou l'Ile Maurice ont profité des avantages offerts par cette loi. Pourquoi le Sénégal traîne-t-il encore les pieds ?

Ibrahima Macodou Fall : Le Sénégal a finalisé ses procédures et obtenu son visa en mars 2002. Mais pendant toute cette période, nous n'avons pas été préparés. Avant même la promulgation de la loi, nous aurions dû préparer l'environnement des entreprises, surtout l'amélioration de leur compétitivité. Ce qui est fondamental avant d'aller à la conquête d'un marché américain qui est un marché compétitif parce que tous les pays cherchent à y entrer. Le Sénégal, depuis 2002, s'est donc attelé à améliorer l'environnement, à mener une réflexion pour positionner nos entreprises dans cette compétition internationale. Mais ce qu'il faut savoir est qu'avant même que nous soyons éligibles à l'Agoa, nous pouvons affirmer que l'offre textile pour le marché américain n'existait pas. Quand je parle d'offre, il s'agit d'une offre en qualité et en quantité destinée au marché américain. Nous n'avons pas cette offre pour pouvoir entrer en compétition avec les Chinois, les Indiens, les Mauriciens, etc. Alors que les autres pays comme l'Afrique du Sud, le Lesotho ou l'Ile Maurice avaient déjà des traditions exportatrices. L'Agoa n'a fait qu'améliorer leur position concurrentielle sur le marché américain par rapport à la Chine et d'autres. Pour profiter de cette loi à l'instar des pays cités en exemple, il faudrait que l'offre soit constituée. Si nous n'en avons pas profité cinq ans après sa promulgation, c'est parce que cette offre n'existait pas. Nous n'avons pas été "anticipateurs" pour préparer la promulgation de cette loi.

Wal Fadjri : Cette offre existe-t-elle aujourd'hui ?

Ibrahima Macodou Fall : L'offre est en train d'être constituée. En tant que société tournée vers l'exportation (Indosen, Ndlr), nous venons d'enregistrer notre première commande Agoa. Nous sommes en train de l'exécuter à l'usine de Louga. Indosen sera la première entreprise de l'Union économique et monétaire ouest -africaine (Uemoa) à profiter de l'Agoa. Globalement, nous devons attendre 5 millions de pièces par an. Nous avons commencé le programme avec un client canadien. Et celui-ci connaîtra un début d'exécution en 2006. Et je peux vous dire que les premiers containers de 36 000 pièces seront acheminés aux Etats-Unis en août prochain.

Wal Fadjri : Autrement dit, le Sénégal commence à tenir le fil en ce qui concerne les produits textiles ?

Ibrahima Macodou Fall : Effectivement.. Et il y a d'autres entreprises qui ont commencé à investir dans ce sens. Je dois vous dire qu'il n'y a pas de secret. Pour constituer une offre, il faut investir et trouver des marchés. Nous avons travaillé sur les deux registres. Nous avons trouvé le partenariat qu'il fallait pour aller sur le marché américain et avons investi près 3,2 millions de dollars américains (environ 176 millions de francs Cfa). Aujourd'hui, nous avons une plate-forme industrielle de cinq cents machines à coudre

destinées uniquement à couvrir nos besoins pour aller sur le marché américain. D'ici 2007, ce sont 950 emplois qui seront créés à Louga et 600 à Kahone.

Wal Fadjri : Pensez-vous réellement que les produits ethniques comme les pagnes tissés puissent être un atout pour conquérir le marché américain ?

Ibrahima Macodou Fall : Ces produits artisanaux ont leur place dans le marché américain. Mais il faut y aller avec beaucoup de réalisme. Nous ne pouvons pénétrer le marché américain que si nous avons le volume. Alors que le volume de l'offre du pagne tissé développé au Sénégal est très faible. Il ne faut pas se voiler la face. Les Américains ne s'engagent que sur des grands volumes. Nous pouvons faire des exportations, mais l'impact global sur l'économie ne me paraît pas significatif. Le pagne tissé est une niche qu'il faut explorer. Mais je pense que quand on parle véritablement de l'Agoa, c'est pour répondre aux besoins de l'Américain. Pas seulement sur des niches dont le développement n'est pas maîtrisé à ce stade. Il faut aller vers les produits de grande consommation, dont les Américains ont besoin. Nous pouvons aller alors vers la création de richesses, de valeur ajoutée, etc., mais aussi vers la mise en place d'une stratégie de conquête du marché américain. Il faut se coller d'abord à cette demande et développer parallèlement des niches. Le pagne tissé a sa place, mais il ne faut pas en faire un point focal pour profiter pleinement des avantages de l'Agoa.

Wal Fadjri : Mais n'oubliez pas qu'avec la fin des Accords multifibres par l'Omc, depuis le 1er janvier 2005, la Chine domine le marché textile américain.

Ibrahima Macodou Fall : Elle domine ce marché. La Chine a su anticiper. Durant les dix dernières années, les 35 % des investissements dans le secteur textile sont allés en Chine. Ils sont donc plus forts que les autres. Ils n'ont pas attendu le démantèlement de ces accords. Quant à nous, nous avons attendu d'avoir ces avantages offerts par l'Agoa pour commencer à investir et améliorer notre environnement. La Stratégie de croissance accélérée est aujourd'hui une réponse aux problèmes et contraintes auxquels les entreprises font face. Nous avons un handicap majeur par rapport à la Chine. Sa monnaie a une parité fixe par rapport au dollar. En plus, les conditions d'exploitation en Chine ne peuvent pas être comparées à celles des autres pays du monde. Néanmoins, nous avons notre place dans cette compétition parce que, sur certains produits, nous bénéficions de droits qui s'élèvent à 35 % et 17 % sur d'autres. Il s'agit respectivement des produits dérivés du polyester coton et les produits basiques comme le tee-shirt coton. Cela veut dire qu'il faut bien définir les produits sur lesquels nous pouvons être compétitifs pour pouvoir nous battre contre les Chinois. Mais il faut accepter que c'est une compétition. Dans ce cadre, il y a des données économiques et industrielles. Tous les pays ont un avantage comparatif. Nous avons une proximité géographique par rapport aux Etats-Unis. C'est un avantage que nous devons rationaliser sur le terrain.

Propos recueillis par Johnson MBENGUE

---

## *Comprendre l'Agoa : La formule magique du président Wade*

Les producteurs africains n'ont pas encore une connaissance satisfaisante de l'Agoa, ce concept d'échanges Nord-Sud forgé par les Etats-Unis et qui " nous soustrait du binôme aide-crédit". Le forum qui se tient à Dakar sur cette loi sur les opportunités de pénétration du marché américain par les produits africains

est un excellent outil pour pousser la croissance en Afrique.

La loi américaine pour la croissance et les opportunités en Afrique (en anglais) est le chemin qui conduit l'Afrique vers la mondialisation. C'est la conviction du président de la République qui présidait, hier, l'ouverture à Dakar du quatrième forum de coopération économique et commerciale entre les Etats-Unis d'Amérique et les pays d'Afrique subsahariens (forum de l'Agoa). Me Abdoulaye Wade n'a pas manqué de faire alors une proposition pour mieux comprendre cette loi qui accorde des préférences commerciales aux pays africains éligibles. «La croissance pour lutter contre la pauvreté, le commerce pour tirer la croissance et l'Agoa pour développer le commerce la croissance», a déclaré le président Wade. Devant plus d'un millier de participants au forum de Dakar qui prend fin demain. Me Abdoulaye Wade a demandé l'extension du délai de l'Agoa au-delà de 2015 afin de permettre aux pays bénéficiaires de consolider leurs avantages. En effet, c'est le 13 juillet 2004 que le président George W. Bush a signé une nouvelle loi qui élargit le champ d'application de l'Agoa et prolongé les bénéfices du régime jusqu'en 2015.

Selon le chef de l'Etat sénégalais, la rencontre de Dakar est un mécanisme de suivi de la loi américaine pour la croissance et les opportunités en Afrique. «Nous sommes heureux de constater que l'Agoa nous soustrait du binôme aide-crédit, déclare enthousiaste Me Abdoulaye Wade. Aujourd'hui, cette loi nous offre des opportunités pour nous sortir de ce binôme. Des occasions comme l'Agoa sont des opportunités pour les Africains de travailler davantage». Selon lui, l'Agoa constitue une nouvelle vision du développement.

Il a relevé dans son allocution l'importance de la paix, de la bonne gouvernance, de l'éducation et de la lutte contre la pauvreté, entre autres exigences de l'Agoa. «Le Sénégal l'a compris en s'inscrivant dans l'augmentation de la croissance économique», souligne Me Wade. Dans ce cadre, il cite la Stratégie de croissance accélérée dont l'objectif est d'atteindre un taux de croissance de 7 à 8 % d'ici l'horizon 2015.

Avec les subventions accordées aux producteurs du Nord, les pertes cumulées par les agriculteurs africains sont estimés à 191 millions de dollars américains en 2003. «Nous avons donc été heureux de l'initiative du G 8 d'éliminer les subventions et de la proposition de loi du président américain au Sénat pour abolir les subventions américaines à l'exportation», se réjouit le président de la République.

Ce quatrième forum de l'Agoa fait suite à ceux organisés à Washington en 2002 et 2004, et en Ile Maurice en 2003. La rencontre de Dakar a enregistré la présence d'une forte délégation du gouvernement et du secteur privé américains, Mike Johanns, secrétaire américain à l'Agriculture et Mme Rosa Whitaker, présidente du Whitaker Group, ancienne conseillère du président Clinton, père fondateur de l'Agoa.

La rencontre de Dakar s'articule autour d'une réunion ministérielle, d'une table ronde du secteur privé et d'un forum de la société civile.

Promulguée le 18 mai 2000 par le président Bill Clinton, la Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique permet à des pays d'Afrique subsaharienne d'exporter vers les Etats-Unis d'Amérique, sans douane ni contingent, des produits répondant aux règles d'éligibilité et d'origine définies.

Les critères d'éligibilité sont, entre autres, la pratique d'une économie de marché, le respect de la loi et du pluralisme politique, une bonne gouvernance, le respect des Droits de l'homme et de ceux des travailleurs, l'équité de l'appareil judiciaire, l'élimination des barrières au commerce et à l'investissement américains et les efforts de lutte contre la corruption.

A l'heure actuelle, trente-sept pays africains sont éligibles à l'Agoa : Angola, Afrique du Sud, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Tchad, République Démocratique du Congo, République du Congo, Djibouti, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Rwanda, Sao Tomé et Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Swaziland, Tanzanie, Ouganda et Zambie.

Johnson MBENGUE

---

*Trois questions à ... : Mamadou DIOP Decroix, Ministre du commerce : « La Stratégie de croissance accélérée devra inverser la tendance »*

Walfadjri : Pourquoi le Sénégal tarde à tirer profit de l'Agoa ?

Mamadou Diop Decroix : L'Agoa est une espèce de collaboration, de coopération bilatérale entre les Etats-Unis d'une part et l'Afrique d'autre part. Nous allons sûrement arriver au niveau de l'Afrique à concevoir ensemble des mécanismes qui puissent nous permettre de coopérer mieux avec les Etats-Unis dans le cadre de l'Agoa. Pour le Sénégal, c'est depuis 2001 que nous sommes éligibles. Nous n'avons pas à proprement parler beaucoup vendu aux Etats-Unis. Nous avons quelques contraintes que nous maîtrisons parfaitement aujourd'hui. La Stratégie de croissance accélérée que nous avons élaborée devrait nous permettre, à terme, d'inverser complètement la tendance et de vendre beaucoup aux Etats-Unis. Les opportunités sont nombreuses, surtout dans le domaine de la pêche, du textile notamment les pagnes tissés, de l'artisanat et des fruits et légumes. D'ailleurs à l'occasion de ce 4e forum de l'Agoa, la société Indosen va signer une convention pour exporter vers les Etats-Unis plusieurs millions de tenues pour les hôpitaux.

Walfadjri : Qu'est-ce qui est à l'origine du blocage des exportations en direction des Etats-Unis ?

Mamadou Diop Decroix : Jusqu'à présent, 90 % des échanges dans le cadre de l'Agoa concernent cinq pays et se concentrent sur le secteur pétrolier pour l'essentiel. A partir de mon expérience, j'ai relevé deux difficultés à ces exportations. La première est que nos pays ne connaissent pas encore très bien le marché américain. Excepté quelques pays anglophones qui ont une tradition de commercer avec les Etats-Unis, beaucoup de nos pays ne connaissent pas très bien le marché américain, ses particularités, son mode de fonctionnement, etc. A ce niveau-là, il convient d'établir un partenariat entre les hommes d'affaires et investisseurs américains et ceux de l'Afrique afin d'accroître la capacité d'offre. Il faut souligner que le problème fondamental est la capacité d'offre de nos pays. Le marché américain est énorme et les produits éligibles à l'Agoa sont nombreux. Il faut que nos pays africains travaillent ensemble pour renforcer nos possibilités financières et produire beaucoup. C'est cela qui va nous permettre d'accroître notre capacité d'offre sur le marché américain. Ce sont, à mon avis, ces deux leviers que nous devons actionner pour y arriver. Ma conviction est que nous y arriverons.

Walfadjri : Plus de six mille produits sont éligibles à l'Agoa. Ne serait-il pas plus raisonnable de faire un choix sur les produits présentant des avantages comparatifs pour le Sénégal ?

Mamadou Diop Decroix : Certains produits éligibles n'intéressent pas le Sénégal. Nous avons, à titre d'exemple, des potentialités énormes dans l'agro-alimentaire. Le partenariat avec des investisseurs américains permettra de maîtriser les normes, de maîtriser aussi le marché américain. Si nous comprenons bien l'Agoa, elle devra permettre aux Africains de réaliser leur développement à travers le commerce.

Recueillis par J. MBENGUE

---

## *Commerce Afrique/Etats-Unis : Des Africains se plaignent de la bureaucratie dans les échanges*

Cinq présidents africains ont critiqué les critères économiques qu'ils doivent satisfaire avant que leurs nations ne puissent se qualifier pour un accord commercial préférentiel qui donne à l'Afrique un plus grand accès au marché américain.

Parlant aux journalistes après une rencontre avec le président américain George W. Bush à la Maison Blanche, les dirigeants du Botswana, du Ghana, du Mozambique, de la Namibie et du Niger leur ont dit qu'ils doivent être "assez pauvres" pour exporter vers les Etats-Unis aux termes de la loi - controversée - sur la croissance et les opportunités économiques en Afrique (Agoa).

L'Agoa a été votée par le Congrès en 2000 après plusieurs années de débats. Elle supprime les barrières américaines à l'importation sur pratiquement toutes les principales exportations d'Afrique subsaharienne vers les Etats-Unis, en particulier sur les textiles et les vêtements. Aux termes de cet accord, les pays africains ne peuvent exporter sans tarif douanier sur le marché américain que s'ils satisfont certains critères et que des responsables américains certifient qu'ils ont libéralisé leurs économies, privatisé leurs avoirs publics, minimisé l'interférence du gouvernement dans les entreprises privées, et créé un système juridique de style américain.

Le président Festus Mogae du Botswana a déclaré que des progrès lents dans la certification des pays africains pour l'accord portaient préjudice à leurs économies. Il a indiqué que les dirigeants ont soulevé la question avec Bush et qu'ils "s'étaient plaints amèrement de la bureaucratie de ce côté-là". Mogae a ajouté que le président Bush les a assurés que la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice allait examiner la question et œuvrer pour y trouver une solution. "Nous avons tendance à être qualifiés lorsqu'il s'agit de bonne gouvernance, de démocratie, de respect des Droits de l'homme, de l'Etat de droit, d'ouvertures économiques... politiques et ainsi de suite, mais alors, lorsqu'il s'agit du revenu par tête d'habitant, nous sommes rayés parce qu'on dit que nous ne sommes pas assez pauvres. Et pourtant, nous sommes pauvres", a souligné le président Mogae. "Certains pays, comme le mien, sont toujours victimes du soi-disant critère de

revenu par tête d'habitant", a-t-il dit.

La loi couvrait à l'origine la période de huit ans allant d'octobre 2000 à septembre 2008, mais des amendements promulgués par Bush dans la loi en juillet 2004 ont prolongé l'Agoa jusqu'en 2015.

Malgré les plaintes, les dirigeants ont indiqué que le plan produisait certains résultats positifs pour leurs nations appauvries. "Oui, nous disons que nous sommes très satisfaits de l'Agoa", a déclaré Mogae. "Nous pensons qu'elle a fait beaucoup. Nous sommes très heureux qu'elle ait été étendue jusqu'en 2015. Et oui, elle est susceptible d'amélioration. Et tous les programmes sont susceptibles d'être améliorés, mais sous les formes de perfectionnement et d'inclusion de tous les pays".

Pour les Etats-Unis, les exemples de succès incluent les textiles et les vêtements, en particulier dans des pays comme le Lesotho, où les industries ont prospéré. "Les principaux accroissements jusqu'à ce point l'ont été dans les vêtements", avec des milliers d'Africains employés grâce à l'Agoa, a déclaré Constance Berry Newman, sous-secrétaire d'Etat américain pour les Affaires africaines. "Tout le monde est conscient du fait que les principaux succès - excepté dans les industries d'extraction - l'ont été dans les vêtements et les textiles".

Les Etats-Unis estiment que grâce à l'Agoa, le Ghana a vu la création de mille emplois, et le Malawi a vu quelque 70 mille nouveaux emplois créés. Mais des groupes de développement affirment que le plan n'offre qu'un accès légèrement meilleur aux marchés américains pour sélectionner les pays et choisir les produits. Les derniers chiffres sur le commerce Etats-Unis/Afrique indiquent qu'un tout petit nombre de pays africains représentent la plus grosse part des importations et des exportations.

Les principaux partenaires commerciaux américains et les plus grands bénéficiaires de l'investissement en Afrique sont les gros producteurs de pétrole sur le continent, dont le Nigeria, l'Angola et le Gabon. Selon les derniers chiffres de la Commission américaine pour le commerce international, les importations américaines des pays éligibles pour l'Agoa s'élevaient à près de 14,1 milliards de dollars en 2003, une augmentation de 36,3 % par rapport aux 9 milliards de dollars en 2002.

La plus grande part des importations américaines aux termes de l'Agoa venait du Nigeria, un pays exportateur de pétrole (66,3 pour cent) suivi de l'Afrique du Sud (11,8 %) et le Gabon (8,3 %). Au nombre des autres grands pays fournisseurs, figuraient le Lesotho, la République du Congo, Madagascar et le Kenya.

La Maison Blanche affirme que l'année dernière, les exportations américaines vers l'Afrique subsaharienne ont augmenté de 25 % - et les importations des pays de l'Agoa sont passées à 88 %.